

Art. 6. — Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

- pour l'autorité concédante à
- pour le concessionnaire à

En cas de changement de domicile, l'autorité concédante ou le concessionnaire doivent faire connaître leur nouveau domicile.

Art. 7. — Règlement des litiges

Les litiges qui pourraient éventuellement naître de la mise en œuvre des clauses de la présente convention et du cahier des charges y annexé, seront portés devant la juridiction algérienne compétente.

Art. 8. — Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément préservés.

Art. 9. — Publication

La présente convention sera publiée au recueil des actes administratifs.

Les frais de publicité et d'impression de la présente convention et de ses annexes ainsi que des avenants éventuels sont à la charge du concessionnaire.

Les droits fiscaux portant sur ces pièces sont également supportés par le concessionnaire.

Art. 10. — Dispositions finales

Le concessionnaire déclare qu'il a préalablement pris connaissance des clauses et conditions du cahier des charges y annexé et qu'il s'engage à les respecter.

Fait à le

Pour le concessionnaire Pour l'autorité concédante

-----*-----

Décret exécutif n° 15-306 du 24 Safar 1437 correspondant au 6 décembre 2015 fixant les conditions et les modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation de produits et marchandises.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du commerce,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 03-04 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation de marchandises, notamment son article 6 ter ;

Vu le décret présidentiel n° 15-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

CHAPITRE 1er

Dispositions générales

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 6 ter de l'ordonnance n° 03-04 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, modifiée et complétée, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'application des régimes de licence d'importation ou d'exportation de produits et de marchandises.

Les régimes de licence concernent aussi bien les licences automatiques que les licences non automatiques,

Art. 2. — Les produits et les marchandises importés ou exportés, dans le cadre des régimes de licence, visés à l'article 1er ci-dessus, sont soumis à une autorisation préalable dénommée, selon le cas « licence d'importation » ou « licence d'exportation ».

CHAPITRE 2

Licences automatiques

Art. 3. — Des prescriptions administratives établies par les secteurs ministériels sous forme d'autorisations techniques et/ou statistiques préalables à l'importation ou à l'exportation de produits et de marchandises, doivent être mises en œuvre en conformité avec les régimes de licences automatiques, édictés par l'ordonnance n° 03-04 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, modifiée et complétée, susvisée.

Art. 4. — Les licences d'importation ou d'exportation automatiques sont délivrées par les secteurs ministériels concernés, sur la base d'une demande accompagnée de documents justifiant la conformité des produits et des marchandises selon leur nature et la situation juridique des opérateurs économiques.

CHAPITRE 3

Licences non automatiques

Art. 5. — Des licences non automatiques d'importation ou d'exportation peuvent être instituées pour gérer des contingents de produits et de marchandises à l'importation ou à l'exportation, ci-après dénommés « contingents ».

Ces licences sont accordées par le ministre chargé du commerce, sur proposition du comité interministériel permanent, cité à l'article 6 ci-dessous.

Art. 6. — Il est institué auprès du ministre chargé du commerce un comité interministériel permanent, dénommé ci-après le « comité », chargé de l'examen des demandes de licences d'importation ou d'exportation.

Le comité, présidé par le secrétaire général du ministère du commerce, est composé des membres suivants :

- deux (2) représentants du ministère des finances (direction générale des douanes et direction générale des impôts) ;
- un (1) représentant du ministère de l'industrie et des mines ;
- un (1) représentant du ministère de l'agriculture, du développement rural et de la pêche ;
- un (1) représentant du ministère du commerce.

Les membres du comité sont désignés par décision du premier ministre, sur proposition des ministres concernés.

Le comité peut faire appel à tout secteur ministériel ou organisme, ainsi qu'à toute personne physique ou morale, pouvant l'éclairer dans ses travaux.

Le comité est assisté par un secrétariat technique, désigné par décision du ministre chargé du commerce, assuré par les services centraux du ministère du commerce.

Dans le cadre de ses travaux, le secrétariat technique est doté d'un système de traitement informatique pour la gestion du dispositif des licences non automatiques d'importation ou d'exportation.

Les modalités de fonctionnement du comité sont fixées par son règlement intérieur.

Art. 7. — Le Comité est chargé de l'examen des demandes de licences d'importation ou d'exportation par référence aux besoins exprimés et aux statistiques résultant de l'exploitation des données obtenues et/ou formulées par les départements ministériels ainsi que par les représentants des associations professionnelles et patronales agréées.

Le comité est chargé, également, de formuler au ministre chargé du commerce, des propositions concernant, notamment :

- l'identification et l'actualisation de la liste des produits et marchandises à contingerer ;
- la détermination des volumes quantitatifs des contingents ;
- le choix des méthodes et modalités de répartition des quotas à attribuer aux opérateurs économiques concernés, sur les contingents ;
- le résultat de l'exploitation et du traitement des demandes de licences d'importation ou d'exportation de produits et marchandises.

Art. 8. — Les demandes de licences d'importation ou d'exportation et des recours peuvent être déposées par les opérateurs économiques concernés au niveau des directions du commerce des wilayas territorialement compétentes.

Art. 9. — Le contingent est ouvert sur la base d'un avis, émis par le ministère du commerce, par voie de publication dans la presse nationale et au site web du ministère du commerce, ou par toute autre voie appropriée.

L'avis doit comporter les indications suivantes :

- les délais maximums d'introduction des demandes de licences d'importation ou d'exportation relatives à chaque contingent et le lieu de dépôt ;
- les délais maximums d'ouverture et de fermeture du contingent ;
- les quantités de chaque produit et marchandise, ainsi que le mode retenu pour la répartition des quotas, tel que prévu à l'article 10 du présent décret ;
- les documents et pièces justificatifs à joindre à la demande ;

Le modèle de demande de licence non automatique d'importation ou d'exportation est fixé par décision du ministre chargé du commerce.

Art. 10. — La répartition des contingents s'effectue, suivant l'un des modes prévus aux articles 11, 12, 13, 14 et 15 du présent décret, basés selon le cas, sur :

- l'ordre chronologique d'introduction des demandes ;
- la répartition en quotas des quantités demandées ;
- la prise en considération des courants d'échanges traditionnels ;
- l'appel à manifestation d'intérêt.

Art. 11. — Lorsque le mode de traitement est basé sur l'ordre chronologique de l'introduction des demandes, la répartition du contingent ou d'une tranche du contingent, jusqu'à épuisement, s'effectue selon le principe du « premier venu, premier servi », après vérification du solde disponible.

En vue de garantir une égalité à l'ensemble des demandeurs quant à l'accès au contingent, l'avis d'ouverture du contingent doit comporter les dates d'accès au solde disponible.

Art. 12. — Lorsque le mode de traitement est basé sur la répartition en quotas des quantités demandées, il est procédé à l'examen simultané de l'ensemble des demandes enregistrées afin de déterminer la quantité du contingent ou de ses tranches nécessaire à l'octroi des licences d'importation ou d'exportation.

Dans le cas où le volume total des demandes de licences porte sur une quantité égale ou inférieure aux contingents, les demandes sont satisfaites dans leur intégralité.

Si les demandes portent sur une quantité globale dépassant le volume du contingent, elles sont satisfaites au prorata des quantités demandées.

Art. 13. — Lorsque le mode de traitement est basé sur la prise en considération des courants d'échanges traditionnels, un quota du contingent est réservé aux opérateurs traditionnels eu égard à une origine ou une destination donnée, l'autre revenant aux autres opérateurs.

Sont considérés comme opérateurs traditionnels, ceux qui peuvent justifier avoir effectué, régulièrement, des opérations d'importations et/ou d'exportations, en quantité appréciable, d'un ou de plusieurs produits et marchandises faisant l'objet de contingents, au cours d'une période antérieure, dite « période de référence », s'étalant sur les trois (3) dernières années.

Les quotas destinés aux opérateurs traditionnels, ainsi que le quota revenant aux autres demandeurs sont déterminés par le comité.

Art. 14. — Lorsque le mode de traitement est basé sur l'appel à manifestation d'intérêt, les contingents font l'objet d'une vente aux enchères des droits d'utilisation du contingent ou de ses tranches.

Les conditions et les modalités d'accès au contingent ou à ses tranches sont fixées conformément au cahier des charges, approuvé par arrêté conjoint des ministres chargés des finances et du commerce.

Art. 15. — Dans le cas où les modes de répartition des contingents susmentionnés, s'avèrent inadaptés, le comité peut recourir à tout autre mode plus approprié, qui doit être précisé dans l'avis d'ouverture du contingent ou de ses tranches.

Art. 16. — Tout opérateur économique a droit, pour chaque contingent ou pour ses tranches, à une seule et unique demande de licence.

Toutefois, tout bénéficiaire d'une licence, justifiant l'apurement de la totalité ou d'une tranche du contingent pour lequel une licence lui a été accordée, est autorisé à introduire une nouvelle demande de licence d'importation ou d'exportation.

Dans ce cas, la licence peut lui être accordée dans les mêmes formes que la précédente.

Art. 17. — La direction générale des douanes informe régulièrement et à chaque fois que nécessaire, les services concernés du ministère du commerce et de la Banque d'Algérie, du niveau de consommation des contingents à l'importation et à l'exportation, soumis aux régimes des licences et des informations statistiques concernant l'historique des opérations d'importations ou d'exportations.

Art. 18. — Les quantités non réparties ou non attribuées, peuvent faire l'objet d'une redistribution, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 10 du présent décret.

Art. 19. — La durée de validité des licences d'importation ou d'exportation est fixée à six (6) mois, à compter de sa date de délivrance.

Toutefois, une durée supérieure peut être fixée, le cas échéant, dans ce cas, elle doit être publiée dans l'avis d'ouverture du contingent et ce, dans le respect des conditions énoncées par l'article 6 nonies de l'ordonnance n° 03-04 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, modifiée et complétée, susvisée.

Art. 20. — En cas de refus de la demande de licence d'importation ou d'exportation, la décision de rejet dûment motivée est notifiée à l'opérateur concerné.

Ce dernier peut introduire un recours en vue d'un réexamen de sa demande, sous réserve de la présentation de nouveaux éléments d'appréciation.

Art. 21. — La licence d'importation ou d'exportation, a un caractère personnel et incessible.

Lorsque la licence d'importation ou d'exportation est non utilisée elle doit être restituée au comité, au plus tard, dans les dix (10) jours ouvrables suivant sa date d'expiration.

Art. 22. — Les dispositions du présent décret sont précisées, en tant que de besoin, par arrêté du ministre du commerce.

Art. 23. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Safar 1437 correspondant au 6 décembre 2015.

Abdelmalek SELLAL.

-----★-----

Décret exécutif n° 15-307 du 24 Safar 1437 correspondant au 6 décembre 2015 fixant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil national des programmes.

Le Premier ministre.

Sur le rapport de la ministre de l'éducation nationale.

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée, relative à la comptabilité publique ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995, modifiée, relative à la Cour des comptes ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 08-04 du 15 Moharram 1429 correspondant au 23 janvier 2008 portant loi d'orientation sur l'éducation nationale, notamment son article 30 ;

Hükümet üyelerinin atanması hakkında değişik şekliyle 14 Mayıs 2015 tarihine tekabül eden 25 Recep 1436 tarih ve 15-125 sayılı Cumhurbaşkanlığı Kararnamesini göz önünde tutarak, Cumhurbaşkanının onayından sonra,

Şu kararnameyi çıkartmıştır:

BÖLÜM 1

Genel Hükümler

Madde 1.- Yukarıda belirtilen, mal ithalat ve ihracat işlemleri için geçerli genel kurallar hakkında değişik şekliyle 19 Temmuz 2003 tarihine tekabül eden 19 Joumada El Oula 1424 tarih ve 03-04 sayılı yönetmeliğin 6.3. madde hükümlerine istinaden, işbu kararnamenin konusu, ürün ve mal ithalat ve ihracat lisansı sistemlerinin uygulanmasına dair şartları ve usulleri belirlemektir.

Lisans sistemleri hem otomatik lisanslarla hem de otomatik olmayan lisanslarla ilgilidir.

Madde 2.- Yukarıda yer alan 1. maddede belirtilen lisans sistemleri çerçevesinde ithal veya ihraç edilen ürünler ve mallar, duruma göre "ithalat lisansı" veya "ihracat lisansı" diye adlandırılan bir ön izne tabidir.

BÖLÜM 2

Otomatik Lisanslar

Madde 3.- Ürün ve mal ithalat veya ihracatından önce bakanlık birimleri tarafından teknik ve/veya istatistiksel izin şeklinde düzenlenen idari talimatlar, yukarıda anılan değiştirilmiş ve tamamlanmış şekliyle 19 Temmuz 2003 tarihine tekabül eden 19 Joumada El Oula 1424 tarih ve 03-04 sayılı yönetmelikte öngörülen otomatik lisans sistemlerine uygun olarak uygulanmalıdır.

Madde 4.- Otomatik ithalat veya ihracat lisansları, söz konusu ürün veya malların cinsine ve ekonomik operatörlerin hukuki durumuna göre uygunluğunu gösteren belgeler eşliğinde yapılan bir talep temelinde ilgili bakanlık birimleri tarafından verilir.

BÖLÜM 3

Otomatik Olmayan Lisanslar

Madde 5.- İthalat veya ihracat konusu ürün ve mal kotalarını ki aşağıda "kota" diye anılacaktır, yönetmek için otomatik olmayan ithalat veya ihracat lisansları düzenlenebilir.

Bu lisanslar, aşağıda 6. maddede belirtilen daimi bakanlıklar arası komitenin önerisi üzerine Ticaret Bakanı tarafından verilir.

Madde 6.- Ticaret Bakanlığı nezdinde, ithalat veya ihracatla ilgili lisans taleplerinin incelenmesiyle görevli daimi bir bakanlıklar arası komite kurulmuştur ve bundan sonra "komite" diye anılacaktır.

Ürün ve mal ithalat ve ihracat lisansı sistemlerinin uygulanmasına dair şartları ve usulleri belirleyen 6 Aralık 2015 tarihine tekabül eden 24 Sefer 1437 tarih ve 15-306 sayılı uygulama kararnamesi

Başbakan,

Ticaret Bakanının raporu üzerine,

Özellikle 85-3. ve 125. maddeleri (2. fıkra) olmak üzere Anayasaya,

Özellikle 6.3. maddesi olmak üzere, mal ithalat ve ihracat işlemleri için geçerli genel kurallar hakkında yukarıda anılan değiştirilmiş ve tamamlanmış şekliyle 19 Temmuz 2003 tarihine tekabül eden 19 Joumada El Oula 1424 tarih ve 03-04 sayılı yönetmeliğe,

Başkanı Ticaret Bakanlığı Genel Sekreteri olan komite şu üyelerden oluşur:

- Maliye Bakanlığının iki (2) temsilcisi (Gümrük Genel Müdürlüğü ve Vergi Genel Müdürlüğü);
- Sanayi ve Madencilik Bakanlığının bir (1) temsilcisi;
- Tarım, Kırsal Gelişme ve Balıkçılık Bakanlığının bir (1) temsilcisi;
- Ticaret Bakanlığının bir (1) temsilcisi.

Komite üyeleri, ilgili bakanların önerisi üzerine Başbakanın kararıyla tayin edilir.

Komite, yürüttüğü çalışmalar konusunda kendisini aydınlatması için tüm bakanlıkların birimlerine ve kuruluşlarına ve herhangi bir gerçek veya tüzel kişiye başvurabilir.

Komiteye, Ticaret Bakanının kararıyla tayin edilen ve Ticaret Bakanlığının merkez servisleri tarafından sağlanan bir teknik sekreterlik yardımcı olur.

Teknik sekreterlik, yürüttüğü çalışmalara ilişkin olarak, ithalat veya ihracat işlemleriyle ilgili otomatik olmayan lisans sisteminin yönetimi amacına yönelik bir bilgi işlem sistemine sahiptir.

Komite'nin çalışma usulleri kendi iç yönetmeliğiyle belirlenir.

Madde 7.- Komite, belirtilen ihtiyaçları ve gerek bakanlık birimleri gerekse de yetkili meslek ve işveren kuruluşları tarafından elde edilen ve/veya ifade edilen veritabanının işletilmesinden sağlanan istatistikleri referans alarak, ithalat veya ihracatla ilgili lisans taleplerini incelemekle görevlidir.

Komite aynı zamanda, Ticaret Bakanına, özellikle aşağıda belirtilen konularla ilgili öneriler sunmakla da görevlidir:

- Kota sağlanacak ürün ve mallarla ilgili listenin belirlenmesi ve güncellenmesi;
- Kotaların miktar olarak hacminin belirlenmesi;
- Bu kotalar üzerinden, ilgili ekonomik operatörlere tahsis edilecek kotaları paylaşılma metot ve usullerinin belirlenmesi;
- Ürün ve malların ithalatı veya ihracatıyla ilgili lisans taleplerinin değerlendirilmesinden ve işleme tabi tutulmasından doğan sonuç.

Madde 8.- İthalat veya ihracat lisanslarıyla ilgili talepler ve başvurular, ilgili ekonomik operatörler tarafından, vilayetlerin yerel olarak yetkili ticaret müdürlüklerine yapılabilir.

Madde 9.- Kotaların açıldığı, Ticaret Bakanlığı tarafından ulusal basın organlarında yayınlatılan ve Ticaret Bakanlığının internet sitesine konan veya uygun olan herhangi bir başka yolla yapılan bir duyuruyla ilan edilir.

Bu duyuruda şu hususlar belirtilmelidir:

- Her kotayla ilgili olarak yapılacak ithalat veya ihracat lisans taleplerinin yapılması için azami süreler ve başvuru yeri;
- Kotaların açılmasıyla ve kapatılmasıyla ilgili azami süreler;
- Her ürün ve malla ilgili kotanın miktarı ve işbu kararnamenin 10. maddesinde öngörüldüğü şekilde kotaların paylaşılmasıyla ilgili olarak kabul edilen usul;
- Lisans talebi ekinde yer alması gereken belge ve dokümanlar.

Otomatik olmayan ithalat veya ihracat lisans talepleriyle ilgili örnek formun şekli Ticaret Bakanının kararıyla belirlenir.

Madde 10.- Kotaların paylaşılması, işbu kararnamenin 11, 12, 13, 14 ve 15. maddelerinde öngörülen şekillerden birisine göre gerçekleştirilir ve duruma göre şu esaslara dayanır:

- Yapılan lisans taleplerinin kronolojik sırası;
- Talep konusu miktarların kota olarak paylaşılması;
- Daha önceden yapılmış olan cari alverişlerin dikkate alınması;
- Fayda temininin değerlendirilmesi.

Madde 11.- Baz alınan esas, yapılan lisans taleplerinin kronolojik sırasına dayandığı zaman, tükenene kadar kotanın tamamının veya bir diliminin paylaşılması, mevcut bakiye kontrol edildikten sonra, "ilk gelen ilk yararlanır" ilkesine göre gerçekleştirilir.

Lisans talebinde bulunanların hepsi arasında kotadan yararlanmakta bir eşitlik sağlamak amacıyla, kotanın açıldığına dair duyuruda, mevcut bakiyeden yararlanma tarihleri belirtilmelidir.

Madde 12.- Baz alınan esas, talep konusu miktarların kota olarak paylaşılmasına dayandığı zaman, ithalat veya ihracat lisanslarının verilmesi için gerekli kota miktarının veya kota dilimi miktarının belirlenmesi için, kayıt altına alınan bütün taleplerin eşzamanlı olarak incelenmesi yoluna gidilir.

Lisans taleplerinde ifade edilen toplam hacmin, ilgili kotalara göre eşit veya daha az miktarda olması durumunda, bütün lisans talepleri külliye karşılanır.

Şayet söz konusu taleplerde belirtilen toplam hacim ilgili kotanın miktarını aşıyorsa, bu talepler belirtilen miktarlarla *orantılı* olarak karşılanır.

Madde 13. - Baz alınan esas, daha önceden yapılmış olan cari alverişlerin dikkate alınması hususuna dayandığı zaman, ilgili kotanın bir bölümü, belirli bir menşe veya varış yeri itibarıyla bu işi yapmış olan operatörlere tahsis edilir, geri kalan bölümü ise diğer operatörlerin payına düşer.

İş daha önceden yapmış olan operatörler, son üç (3) yılı kapsayan ve "referans dönem" adı verilen bir geçmiş dönem boyunca, kota konusu bir veya birçok ürünün ve malın ithalat ve/veya ihracat işlemlerini, düzgün bir şekilde ve kayda değer bir miktarda gerçekleştirmiş olduğunu belgeleyen operatörler kabul edilir.

İş daha önceden yapmış olan operatörlere tahsis edilen kotaların ve diğer talep sahiplerinin payına düşen kotaların miktarı komite tarafından belirlenir.

Madde 14.- Baz alınan esas, fayda temininin değerlendirilmesine dayandığı zaman, ilgili kotalar, söz konusu kotadan veya kota dilimlerinden faydalanma haklarının açık arttırmayla satışına konu teşkil eder.

Söz konusu kotadan veya kota dilimlerinden faydalanma şartları ve usulleri, Maliye Bakanının ve Ticaret Bakanının müşterek kararıyla onaylanan ilgili şartnameye uygun olarak belirlenir.

Madde 15.- Yukarıda belirtilen kotaları paylaşırma esaslarının belirli bir konuya uygun düşmediğinin ortaya çıkması durumunda, komite, bu takdirde söz konusu usulü ilgili kotanın veya kota dilimlerinin açıldığına dair duyuruda belirtmek zorunda olarak, daha uygun gördüğü herhangi bir başka usulü uygulama yoluna gidebilir.

Madde 16.- Her ekonomik operatör, her bir kota veya kota dilimiyle ilgili olarak sadece tek bir lisans talebinde bulunma hakkına sahiptir.

Bununla birlikte, kendisine verilmiş olan bir lisans çerçevesinde ilgili kotanın veya kota diliminin tamamının gereğini yerine getirdiğini belgeleyen her lisans sahibi, ithalat veya ihracat lisansı alma konusunda yeni bir talepte bulunmaya yetkilidir.

Bu durumda kendisine, bir önceki durumda olan aynı şekilde yeni bir lisans verilebilir.

Madde 17.- Gümrük Genel Müdürlüğü, ithalat veya ihracat işlemlerinin geçmişleriyle ilgili lisans ve istatistiksel bilgi sistemlerine tabi ithalat ve ihracat kotalarının kullanılması seviyesi konusunda, Ticaret Bakanlığının ve Cezayir Merkez Bankasının ilgili servislerini düzenli olarak ve gerektiği her seferinde bilgilendirir.

Madde 18.- Paylaşılmamış veya tahsis edilmemiş kota miktarları, İşbu kararnamenin 10. maddesinde öngörülen şartlarla aynı şartlar dahilinde yeni bir paylaşırma konusu olabilir.

Madde 19.- İthalat veya ihracat lisanslarının geçerlilik süresi, ilgili lisansın verildiği tarihten itibaren altı (6) ay olarak belirlenmiştir.

Bununla birlikte, icabında daha uzun bir süre de belirlenebilir ve bu durumda bu süre, kotanın açıldığına dair duyurunun içinde ve yukarıda anılan değiştirilmiş ve tamamlanmış 19 Temmuz 2003 tarihine tekabül eden 19 Joumada El Oula 1424 tarih ve 03-04 sayılı yönetmeliğin 6.9. maddesinde öngörülen şartlara uygun olarak yayınlanmalıdır.

Madde 20.- İthalat veya ihracat lisansı talebinin reddedilmesi durumunda, söz konusu karar usulüne uygun olarak gerekçelendirilmiş bir şekilde ilgili operatöre bildirilir.

İlgili operatör, yeni değerlendirme unsurları sunmak kaydıyla, talebinin bir kere daha incelenmesi amacıyla başvuruda bulunabilir.

Madde 21.- İthalat veya ihracat lisansı kişisel bir niteliğe sahiptir ve devredilemez.

İthalat veya ihracat lisansı kullanılmadığı zaman, ilgili lisans, geçerlilik süresinin dolduğu tarihten itibaren en geç on (10) iş günü içinde komiteye iade edilmelidir.

Madde 22.- İşbu kararnamenin hükümleri, ihtiyaç hasıl oldukça, Ticaret Bakanlığının çıkardığı bir genelgeyle açıklanır.

Madde 23.- İşbu kararname Cezayir Demokratik Halk Cumhuriyeti *Resmî Gazetesinde* yayınlanacaktır.

Cezayir, 6 Aralık 2015 tarihine tekabül eden 24 Sefer 1437 tarihinde imzalanmıştır.

Abdelmalek SELLAL